

Le gouvernement est blâmable d'avoir fait ce qu'il n'aurait pas dû faire et de ne pas avoir fait ce qu'il aurait dû faire. Maintenant le ministre demande notre collaboration pour tirer le pays du pétrin où il est engagé. Pour ma part, je suis sûr que chacun des députés à la Chambre est disposé à travailler dans l'intérêt du pays.

M. le président: A l'ordre. Je dois interrompre le député pour lui signaler que son temps de parole est écoulé.

Une voix: Poursuivez.

M. le président: Le comité consent-il à l'unanimité à ce que le député poursuive?

Des voix: D'accord.

L'hon. M. Flemming: Je remercie le comité et je vous remercie, monsieur le président, de votre bienveillance. Le ministre a recouru, dans son discours, à des locutions qui méritent d'être signalées. Il a parlé d'un nouvel état d'urgence. Cet état d'urgence, selon moi, vient de la mauvaise administration du gouvernement actuel. Il a également parlé d'étayer la confiance. J'ai pris la peine de chercher la signification du mot «étayer»; cela veut dire «appuyer». Le ministre nous demande «d'appuyer» la confiance.

L'hon. M. Dinsdale: On ne saurait appuyer le gouvernement actuel.

L'hon. M. Flemming: C'est tout à fait juste et je ne crois pas que nous devions le faire. La confiance dans le gouvernement actuel est descendue à un si bas niveau qu'il est à peu près impossible de la restaurer. Ceux qui ont fait diminuer la confiance du pays dans le gouvernement, ce sont sûrement les députés ministériels.

Le ministre a parlé de restrictions du côté des salaires et des hausses de prix. C'est une mesure assez équitable, du moment que la restriction des prix s'exerce en même temps que celle des salaires. Il serait injuste de porter atteinte aux salaires, sans se préoccuper également du coût de la vie et des choses que les salaires permettent de se procurer.

Le ministre a parlé de la dévaluation de la livre sterling. Me permet-on de dire ce qui a causé cette dévaluation? Je me demande si un député voudrait répondre à cette question.

Une voix: Le député de Burnaby-Coquitlam peut-être?

L'hon. M. Flemming: Non, non. Je ne lui demanderai pas d'y répondre. J'essaierai de le faire moi-même. Bref, la dévaluation, à mon avis, a été occasionnée par le trop grand nombre de choses données gratuitement en

Grande-Bretagne. Les Britanniques ne pouvaient pas produire de manière à soutenir la concurrence dans le monde; de ce fait, la Grande-Bretagne a perdu ses marchés étrangers. Depuis longtemps, les Britanniques ont été incapables de soutenir la concurrence et cette inertie concurrentielle—faute d'une meilleure expression—a duré sans conséquences néfastes apparentes tant que l'Angleterre a pu emprunter de l'argent. Après un certain temps, elle a été incapable d'emprunter et il ne restait plus qu'une solution: dévaluer la livre sterling. Les Britanniques ont vécu au-dessus de leurs moyens. Nous, au Canada, nous vivons ainsi depuis cinq ou six ans avec un déficit de 750 millions par année. Voilà dans quelle proportion nous avons vécu au-delà de nos moyens, et le gouvernement doit en accepter la responsabilité.

Avons-nous, au Canada, perdu notre aptitude à soutenir la concurrence? Vivons-nous au-dessus de nos moyens? Voilà des questions pertinentes et je m'efforcerais d'y répondre. Non. Je ne pense pas que nous ayons perdu notre aptitude à soutenir la concurrence, mais je pense, par contre, que nous vivons au-dessus de nos moyens. Nous avons oublié d'inciter les gens à être productifs. Nous devons produire des marchandises qui soutiennent la concurrence avec celles du reste du monde, sans quoi nous nous trouverons dans la même situation que l'Angleterre. (*Applaudissements*)

● (4.30 p.m.)

Je le répète, nous vivons à côté de très riches, de très bons voisins. De braves gens. Ils connaissent le luxe auquel nous pensons avoir droit, nous aussi. Nous ne pouvons peut-être pas nous le permettre, mais nous ne voulons pas nous laisser dépasser. C'est une chose naturelle, je suppose. Nous avons à peu près le même niveau de vie que les Américains et nous pouvons les concurrencer quant à la productivité et aux bénéfices qu'ils retirent du commerce extérieur. Nous n'avons qu'à le vouloir, c'est tout. Mais le gouvernement sera bien obligé d'aider et d'encourager l'industrie pour lui permettre de mener à bien cette tâche. Jusqu'ici, elle n'a reçu ni cette aide ni cet encouragement.

J'ai parlé des entreprises canadiennes appartenant à des étrangers, mais puisque j'ai dépassé mon temps de parole, je n'en dirai pas plus. Nous avons le rapport Watkins et les déclarations du président du Conseil privé au sujet du rachat du Canada. Si j'en avais le temps, je pourrais mettre le comité au courant d'entreprises des provinces Maritimes qui n'auraient jamais été fondées sans les capitaux américains; leurs propositions avaient été rejetées par les banques canadiennes. Je connais beaucoup de cas pareils. A